

Jean Lamesch

Occupy Wall Street?

Avec Occupy Wall Street, le ras-le-bol des citoyens américains a franchi un pas irréversible et s'est transformé en mouvement international. Si les manifestations civiques se tournent contre les banques et les instituts financiers, il faut cependant se poser la question si les mouvements protestataires ne se trompent pas de cible. Les causes profondes de la crise actuelle ne seraient-elles pas à chercher ailleurs ? Le présent article essaie de démêler l'écheveau en y apportant quelques éclairages.

Occupy Wallstreet est sans aucun doute un signe de maturité du peuple américain, un réveil après une longue torpeur civique, le refus de se laisser berner par la fallacieuse doctrine du rêve américain, de souscrire à des dogmes faciles, tel que celui qui voudrait qu'un pauvre serait un pauvre parce qu'il aurait refusé de s'enrichir. La réalité dément cruellement ces fantaisies: 1 % des Américains possèdent 40 % de la richesse nationale, et 40 % de la population doivent se contenter de 1 %, une asymétrie tragique que la crise ne fait qu'exacerber. Ces chiffres, qui ont leurs équivalents, à peine moins pointus, dans les autres pays occidentaux, ne sont pas sans rappeler la situation sociale dans l'Ancien Régime à la veille de la Révolution française. Qui ne serait pas tenté de se dire que deux siècles et demi de démocratie ont fini par déboucher... sur pas grand-chose. Mais ce n'est que maintenant, face à l'absolue indécence du monde financier, que les citoyens commencent à prendre toute la mesure de ces injustices.

L'abdication du politique

Le mouvement actuel du *bank-bashing* bat son plein, mais ne se trompe-t-il pas de cible ? Les banques seraient-elles la véritable, l'unique cause du malaise des citoyens ? On peut penser que tel n'est pas le cas. Si les troubles actuels comportent évidemment de graves problèmes financiers et monétaires, ils risquent de cacher un fait essentiel, à savoir que le monde occidental se trouve dans la plus grave crise politique et institutionnelle de l'après-guerre.

Les révoltés peuvent occuper les quartiers financiers, vilipender les banquiers, se gausser de leurs costumes à rayures, les traiter de toutes les ignominies, c'est compréhensible, mais la dure vérité est que les banques ne sont que la manifestation d'un malaise beaucoup plus général, et qu'en dernière analyse, elles n'ont fait que suivre la pente insidieuse d'un coupable laisser-aller que la politique a laissé s'installer dans les économies occidentales.

Les symptômes de ce mal sont multiples et variés. Un exemple parmi tant d'autres : quel législateur a toléré que les banques émettent des produits financiers agricoles, des paris sur le prix du riz, du maïs, des céréales, des produits financiers qui, depuis leur mise sur le marché en 2003, ont fait doubler les prix de ces denrées, en dépit du fait que la production agricole mondiale est suffisante ? Goldman Sachs a montré le chemin, et les autres ont suivi, Deutsche Bank,

BNP Paribas, LBBW et autres Landesbanken, aux conseils de surveillance regorgeant pourtant de politiciens. Les famines du tiers-monde attribuables en grande partie à ses agro-certificats ne sont jamais mises en équation avec les bonis des traders.

Et qui a permis l'exemption des taxes de type Tobin sur les transactions financières sinon la politique qui, par ailleurs, grève le moindre achat du citoyen lambda d'une TVA substantielle. Mais, comme le caricaturait un journaliste, non sans une pointe d'humour noir : il est plus probable de voir s'ériger une statue de Hermann Goering dans les jardins de Buckingham que de voir la *City of London* accepter une taxe sur ses opérations financières.

La politique et l'argent

Comment la politique a-t-elle pu tolérer ces dérives ? La raison est évidente : la politique en est largement partie prenante, surtout si elle est menée par des nations plus importantes. Depuis que le monde occidental a laissé s'instaurer une économie principalement basée sur le crédit et l'endettement, l'argent a gangréné les affaires publiques. Aux États-Unis, les républicains sont

Depuis que le monde occidental a laissé s'instaurer une économie principalement basée sur le crédit et l'endettement, l'argent a gangréné les affaires publiques.

d'abord des millionnaires, avant d'être des représentants du bon peuple. Les postes clés des ministères y sont occupés par des anciens de Wallstreet, les Ruby, Summers, Geithner, toujours en provenance des mêmes banques. Les tout premiers jours de son mandat, Obama a fait l'erreur capitale de laisser en place toute cette camarilla de l'ère Clinton-Bush, c'est-à-dire les responsables de la crise des *subprimes*, la mère de toutes les crises.

En Allemagne, la collusion entre la politique et l'argent est surtout patente au niveau des diverses Landesbanken, dont on connaît les coûteuses et déplorables péripéties. En France, les dirigeants de maintes banques, qui seraient depuis longtemps en faillite sans l'argent des contribuables, se sont octroyés en 2010 des augmentations de salaire de 40 %, ceci en dehors des bonis, et sans prendre ombrage de la chute de leurs cours en bourse d'au moins autant de pourcents, ce qui a mis à mal le système de pensions du citoyen moyen. La politique a laissé faire, laissé passer : circulez, chers citoyens, il n'y a rien à voir.

Tant que la politique abdique devant ses responsabilités, tant que la réglementation bancaire reste laxiste, interprétable et changeante, comme les IFRS 9 et autres numéros dudit corpus, ou inodore et insipide, comme les Bâle 1 et 2, tant que la peur du gendarme, ou son complément, c'est-à-dire le sens de responsabilité, est absente des salles de *trading*, tant que les politiciens permettent que les bénéfices soient privatisés et les pertes socialisées, et que les contribuables restent les *lenders of last resort* des jeux de casino, tant que l'European Banking Authority peut accoucher des stress tests dont la complaisance n'a d'égal que le ridicule, tant que la Commission de Bruxelles joue la Grande Muette ou que les parlements se laissent éconduire par des lobbyistes, tant que durent toutes ces dérives, on ne saurait reprocher à une trop grande part du monde de la finance d'en tirer profit et de se comporter comme il le fait. On ne saurait lui reprocher non plus que trop de ses représentants les plus médiatisés, les *traders* – les Kerviel ou les Leeson, ou encore les anonymes de Lehman et de l'UBS – soient conditionnés, apprivoisés et motivés dans un seul et unique sens, le crédo de la rapacité.

Une courte histoire politico-financière

Les causes historiques de cet état de fait sont multiples, et il faut se limiter ici à quelques exemples. Prenons le cas de la SPD allemande. En 1959, lors de sa fameuse convention de Bad Godesberg, quand le parti s'est coupé de ses anciennes racines marxistes, il a adopté les principes du marché libéral, en faisant sien le slogan : « Soviel Markt wie möglich, soviel Staat wie nötig. » Un pas historique était franchi et les marchés n'ont pas mis longtemps à interpréter l'événement à leur façon, à savoir que pour eux, la politique s'était démise d'une de ses fonctions essentielles.

Peu après, de l'autre côté de l'Atlantique, les banques américaines se sont mises en ordre de bataille pour éliminer ce qu'elles considéraient une entrave à leur expansion, à savoir le Glass Steagall Act, une législation qui leur avait été imposée suite à la grande crise de 1929. Cette loi, remarquable par sa sagesse, avait opéré la séparation des instituts financiers en banques de dépôts d'un

côté, et en banques d'investissement de l'autre, ceci dans le but d'empêcher les banquiers de se servir des dépôts-clients pour aller jouer au casino – une des principales causes du crash. Le Glass Steagall Act, qui a symbolisé longtemps la primauté de la politique sur le financier, a apporté une stabilité monétaire sur plus d'un demi-siècle. Un premier coup, indirect, lui fut porté sous Nixon par l'abandon de l'étalon-or en 1971. Ensuite, la loi fut progressivement minée, notamment sous Reagan, qui encourageait ces travaux de sape par sa fameuse dérégulation, reprise avec trompette et fanfare par Maggie Thatcher. Celle-ci a tué l'industrie anglaise, et l'a remplacée par le square mile de la *City*, érigeant son empire en monopole. Or un monopole est par définition l'ennemi de la démocratie. Sous l'intensité du *lobbying* pour la constitution de Citigroup, le Glass Steagall Act fut finalement abrogé en 1999, sous Clinton et Greenspan, qui firent ainsi leur génuflexion devant la finance. La boîte de Pandore était désormais ouverte, le casino bancaire, fermé depuis 1929, se remit à tourner. À peine quelques mois plus tard, le spectre des *subprimes* commençait à hanter les USA. En peu de temps, la contagion a atteint le reste du monde occidental, la crise était re-née, née du laisser-faire des politiciens, et dopée et exacerbée par la rapacité des financiers.

Que ceux qui protestent contre banques et banquiers prennent donc garde à ne pas confondre la cause et les effets ; Occupy Wall Street, peut être, mais surtout et avant tout : Occupy the White House, ou 10 Downing Street, ou la rue de la Loi.

Le lapin, le cobra et le citoyen

C'est le propre des crises d'augmenter les déficits démocratiques. La présente n'y fait pas exception. Les pauvres s'appauvrissent – et les nantis se tirent d'affaire. Mais, depuis bientôt trois ans, les politiciens semblent avoir perdu de vue les citoyens, pilotant à vue, les yeux rivés sur les marchés financiers, tétanisés comme des lapins par les cobras, et tétanisés avant tout par les agences de notation.

Cher lecteur ou chère lectrice, imaginez un instant que les politiciens soient tout aussi tétanisés par vos soucis et par vos opinions que par ceux de Moody's, imaginez-les courant de réunion en réunion, deux ou trois fois par semaine, dans le seul souci de votre bien-être, imaginez-les angoissés à la pensée de ce vous penseriez d'eux les lundis matin, non pas à l'ouverture des bourses, mais au début de votre semaine ouvrable, imaginez-les s'inquiétant d'un triple A que vous pourriez leur enlever. Que les citoyens se sentiraient alors rassurés et confiants, et que la démocratie se porterait bien.

Hélas, le monde n'est pas ainsi fait. ♦